

L'UE veut priver le gouvernement burundais des fonds de l'Amisom

RFI, 16 octobre 2016 La menace planait dans l'air depuis des mois, mais l'Union européenne semble avoir décidé de passer aux actes cette fois. L'organisation européenne, premier donateur du Burundi et dont l'aide représentait 20% du budget, a décidé des sanctions contre le Burundi, accusé de graves violations des droits de l'homme et d'avoir refusé jusqu'ici de négocier avec son opposition. Mais devant un pouvoir de plus en plus sur la sellette, et soupçonné des pires crimes contre l'humanité, l'Union européenne cherche à assécher une des principales et rares sources de devises d'une économie au bord de l'asphyxie aujourd'hui, l'argent européen qui sert à payer les salaires des soldats burundais engagés au sein de l'Amisom.

L'organisation européenne a transféré sur les comptes de l'Union africaine il y a maintenant trois semaines des fonds qui doivent servir à payer des salaires en souffrance des soldats africains de l'Amisom. C'était en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Mais Bruxelles n'a déboursé que les arriérés couvrant une période qui va jusqu'au 16 mars 2016, date à laquelle l'Union européenne a pris des sanctions contre le Burundi, conformément à l'article 96 de l'accord de Cotonou. Depuis lors, cette organisation a stoppé son aide directe au gouvernement. Mais chaque mois, ce sont 5 millions d'euros destinés aux salaires des 5 à 500 soldats burundais engagés dans l'Amisom qui passent par les caisses de l'Etat burundais. Du pain béni pour un régime qui manque cruellement de devises. Les gestes de défi du président Ces sanctions qui frappent ce pays, classé le plus pauvre du monde, n'ont pas effrayé un pouvoir qui s'est radicalisé. Le président Pierre Nkurunziza a plutôt multiplié les gestes de défi. L'Union européenne a donc décidé de donner un tour de vis supplémentaire. « On a dit clairement à l'Union africaine que pour le cas du Burundi, on va revoir la façon de canaliser cet argent », selon une source de l'Union européenne. L'objectif avoué est de trouver un moyen de payer directement les soldats burundais engagés dans l'Amisom, sans passer par leur gouvernement burundais. Bujumbura estime qu'il est trop tôt pour réagir, alors que les négociations sont déjà en cours entre les organisations européenne et africaine. Entre-temps, le contingent burundais n'a pas été payé depuis 9 mois.